

## SYSTEMES DE CORRUPTION ET GROUPES SOCIAUX

K. COIT

En avant propos je pense qu'il faut soulever la question de notre approche. Est ce que notre rôle est de décrire ce qui se passe avec "l'objectivité" scientifique ou est-ce que ce n'est pas aussi notre fonction d'en indiquer les effets néfastes ? A mon avis si on se restreint au premier rôle on se comporte comme le botaniste qui voyant un arbre couvert d'un parasite se préoccupe seulement de décrire ce dernier sans expliquer comment il est arrivé sur l'arbre , sans parler de l'impact de ce parasite sur l'arbre...

A force de ne pas vouloir faire de la morale on risque de ne pas dire l'essentiel. D'ailleurs il ne s'agit pas de morale mais de causes et effet. A mon avis la corruption est un des plus grand fléau des pays en voie de développement. Elle empêche le développement pour toutes sortes de raisons :

- En enrichissant ceux qui ont le pouvoir elle augmente plutôt que de diminuer l'écart entre riche et pauvre et n'aide pas les plus pauvres a accéder à un pouvoir d'achat, à un niveau de vie qui leur permettrait d'être un moteur de développement.
- En créant une situation où seuls, les débrouillards et les corrompus arrivent au pouvoir, elle décourage l'initiative à la base et les systèmes démocratiques.
- La corruption est censée être une réponse au manque de capitaux à ceci près que les capitaux accumulés dans les PVD par ces moyens sont investis en Suisse et aux U. S. A. plutôt que dans les pays créateur de ces fonds, donc ils contribuent plutôt à une balance des paiements désastreuse.
- En ce qui concerne le développement de services sociaux (santé, écoles et infrastructure, etc...) non seulement la corruption empêche les améliorations (détournement de fonds,

embauche de personnes incompétentes (inexistantes) mais elle assure une distribution de ces services vers les moins nécessiteux.

D'un point de vue psychologique la corruption décourage l'initiative honnête, la compétence et le mérite. Pourquoi travailler pour un examen si on sait qu'une autre personne achètera son diplôme et aura son poste ?

Ces pays ont le plus grand besoin de capitaux (publics ou privés) mais investis dans le pays, compétence, services, etc... . C'est justement dans ces domaines où la corruption blesse le plus.

Dans le domaine des droits de l'homme et de la répression l'existence de la corruption est un moyen extraordinaire pour un pouvoir autoritaire de contrôler et de réprimer. Des accusations de corruptions suffisent. Pour que les uns puissent dominer les moins puissants, les possibilités de chantage qu'offre la corruption sont parfaites.

Il serait trop facile de montrer l'impact des méfaits de la corruption sur la vie quotidienne. Il serait intéressant d'étudier ce que sont devenues les civilisations corrompues du passé, même si l'Afrique n'a pas inventé la corruption. Si on prend les USA au 19<sup>ème</sup> siècle période de développement qui peut être comparé à la période que l'Afrique traverse actuellement (urbanisation, industrialisation, croissance de la population) c'était aussi une période où la corruption était importante. Loin d'être une aide au développement des USA ce n'était qu'en contrôlant la corruption que ce pays est devenu le pays le plus "développé" du monde .

Les grandes villes américaines à la fin du 19<sup>ème</sup>, avaient presque toutes des administrations corrompues, élues par élection frauduleuse ou par des "machines" politiques qui échangeaient des votes pour des emplois, pot de vins, détournements de fonds, fraudes dans l'établissement de contrat, "conflicts of interest" qui veut dire qu'un administrateur municipal pouvait aussi diriger un établissement en contrat avec la municipalité etc... . Les villes étaient très mal gérées. Les seuls services sociaux étaient soit privés soit ceux de l'"appareil". Car il y avait des récompenses pour ceux des quartiers d'immigrés qui soutenaient l'"appareil". Le

"boss" local agissait un peu comme un service social pour ses fidèles et offrait de l'aide aux veuves, orphelins, malades pour se maintenir au pouvoir. Seulement il n'y avait pas d'aide pour tous les nécessiteux et l'aide était minime par rapport aux profits que gagnaient les protégés de l'appareil au pouvoir : dans les "affaires" de plus les services minimaux de la ville n'existaient pas. Le résultat ville après ville était une "réforme du gouvernement". C'est en attaquant les méfaits de la corruption que la bourgeoisie locale a souvent réussi à prendre en main les gouvernements locaux en opposant les pratiques corrompues des gens de l'appareil à leurs pratiques de gestion "exemplaire" basées sur le "management" des entreprises. Il n'y avait pas d'opposition entre classes ou entre riches et pauvres, mais entre ceux qui géraient bien et ceux qui étaient corrompus. Les villes qui persistaient à garder les vieilles pratiques n'ont pas eu l'essor économique. Ceci est évidemment très schématique mais tend à démontrer que si la corruption est fréquente au moments ou il y a de grands bouleversement sociaux, culturels et économiques ce n'est pas un passage obligé. Loin de cela c'est un frein important au développement.

## DEBAT DE SYNTHESE

(17/6/85)

### *Corruption et jeu politique ...*

#### E. LONGUENESSE

Pour moi, la corruption dans les pays que je connais, plus précisément la Syrie, c'est exactement l'inverse de ce que vous avez cité avec l'affaire Dioulo : ce sont les dirigeants de l'Etat qui ramassent les commissions. Ce ne sont pas les milliardaires qui redistribuent, parce que les milliardaires se confondent avec l'Etat. Dans la corruption, il y a bien deux faces : il y a ceux qui prennent et ceux qui distribuent..

#### J.L.PIERMAY

Dioulo me semble pourtant un très bon exemple de ce que tu as dans la mesure où il est haut placé, non seulement dans l'échelle économique, mais dans l'échelle politique. C'est un des cent milliardaires ivoiriens ; et il est en même temps maire d'Abidjan, député, leader d'un groupe important à l'Assemblée nationale...

Il a donc sa place dans les deux systèmes. C'est sûr qu'il a profité du système politique. Il a fait des détournements importants, mais en même temps il a redistribué.

### *... Intérieur...*

#### F. METRAL

Par rapport à la Syrie, je ne poserais pas la question en terme de "but". Ca m'a étonné que vous posiez la question dans ces termes. C'est peut-être une déformation d'anthropologues, mais j'analyserais plutôt le processus : à qui elle profite, comment, par quels créneaux ? En Syrie effectivement, il y a plusieurs questions à poser : les processus : où va l'argent ? , et la justification ou la façon dont s'est faite la dénonciation.

On voit très bien les deux phénomènes jouer en Syrie, où on a un système qui est à visage socialiste, tout au moins à étiquette, et où il y a eu, à partir d'un certain moment, notamment à partir du moment où il y a eu la redistribution de l'argent du pétrole venant de l'Arabie Saoudite, captation par les gens qui étaient dans l'appareil du pouvoir, au profit de leur propre famille ou de leur propre réseau. Là on a l'articulation entre deux systèmes : un système d'Etat socialiste bureaucratique, qui s'articule sur un système lignager, tribal, traditionnel.

Il y a eu captation des postes, notamment par les haut militaires, par ceux qui étaient bien placés dans l'Etat, qui étaient la clé nécessaire pour avoir les contrats d'importation, et qui les faisaient avoir à leur famille. Si on répond à la question "but", pourquoi ? C'est pour avoir de l'argent. A quoi ça a servi ? Bien sûr à des fortunes personnelles, ça a servi à faire monter le niveau social d'une communauté, ou de certaines qui étaient peut-être jusque là socialement défavorisées. Ça a servi à faire des alliances de classes entre ces nouvelles communautés.

On ne peut pas répondre d'une seule façon.

#### X

Mais quelle incidence pratique lorsqu'on descend en bas de l'échelle sociale : quel effet sur le quotidien ?

F.M.

Il y a une incidence directe au niveau de l'Etat : ça a servi bien sûr à la défense du président, ça a servi également au maintien du pouvoir, mais l'argent des rackets, des corruptions, a servi aussi à payer des milices.

Tous ces prélèvements ont contribué au pouvoir de ceux qui étaient là pour faire d'autres rackets. Ils avaient le pouvoir et l'armée. Et c'est aussi descendu dans la société, mais peut-être pour d'autres raisons : à ce niveau, ça joue parce que les gens, pour maintenir un niveau de vie, sont obligés, à partir du moment où il y a inflation, de "s'arranger"...

Mais, il est sûr qu'en Syrie, il y a une utilisation politique de la corruption. Ainsi, périodiquement, le chef de l'Etat, qui est pourtant au cœur de ces prélèvements illégaux, va dénoncer la corruption, et ça va lui servir pour mettre en prison quelques uns des militaires dont il veut se débarrasser.

X

Economie et politique sont partout étroitement imbriquées. Au Nigéria également ce sont les hommes d'affaires qui, à partir d'un certain niveau de puissance économique, arrivent à obtenir un poste politique. Mais peut-être la différence avec les pays francophones est elle due au fait que dans ces derniers, on fait sa fortune surtout par le fonctionariat : l'accès aux fonctions politiques importantes précède en quelque sorte la richesse économique.

*... extérieur.*

Y

Une chose est certaine, bien soulignée précédemment : l'arrivée de capitaux extérieurs que ce soit par contrat, par aide ou que ce soit l'argent du pétrole exacerbe le phénomène de corruption, et au plus haut niveau. Quand il y a une brutale ouverture, un afflux d'argent venant de l'extérieur dans un système politique centralisé, il est certain que ceux qui tiennent le système politique vont être des clés par lesquelles il faudra passer pour l'introduction de capitaux. Là il y a au moins, semble-t-il, un contexte qui va favoriser l'éclosion ou le développement d'une corruption.

***Dénonciation de la corruption***

Z

Et la dénonciation sera tout autant politique. Lorsque les intérêts se dissocient, on peut assister à une course entre les divers protagonistes : quel est celui qui dénonce l'autre le premier ? Qui sera dans la meilleure situation pour avoir le dernier mot pour coincer l'autre... La dénonciation n'est pas un effet de la corruption elle-même.

P. HAERINGER

On remarque pourtant que certains phénomènes exogènes comme la crise, dont nous avons par exemple parlé à propos de la Côte d'Ivoire, peuvent pousser l'opinion publique et en particulier la classe moyenne, à dénoncer plus vigoureusement la corruption. C'est le cas actuellement en Côte d'Ivoire. Il n'y a jamais eu autant d'affaires de corruption que depuis que la

crise est réellement installée.

Avant, les phénomènes de corruption finalement amusaient plutôt la galerie. Les gens de la rue, tout le monde, les conversations dans les bureaux s'amusaient des affaires qui éclataient dans les années 60, 70 : est-ce qu'il va s'en tirer ? c'est tout.

Maintenant, il semble qu'une certaine opinion informée constituée, je le répète, principalement de la classe moyenne, dénonce comme pervers, comme négatif sur le sort de chacun et sur le sort de la Côte d'Ivoire en général, la corruption, notamment celle de Dioulo.

Ce qui est dénoncé, c'est finalement le scandale économique. La dénonciation ne se réfère pas nécessairement à un code interne

#### B. GANNE

Mais "dénonciation" et "corruption" sont indissociables. Il n'y a pas de corruption sans dénonciation et c'est la dénonciation qui permet de stigmatiser une situation qui n'est pas perçue comme corruption.

Quand on dit que les gens ne perçoivent pas telle pratique comme corruption, c'est parce qu'ils la perçoivent dans un jeu, qu'ils l'admettent comme légitime. Dans un premier temps au Burkina, les gens trouvent normal que les politiques "bouffent" comme on dit là-bas et que cela tourne. Ça faisait partie de l'ordre des choses normales et admises. La dénonciation vient après. Elle stigmatise un état de fait comme étant une corruption : et le dénonce, mais c'est le rapport de force où surgit cette dénonciation qu'il convient de comprendre. Car cela ne vient pas à n'importe quel moment. Il faut comprendre l'utilisation sociale qui est faite de la dénonciation de la corruption.

Prenons un exemple proche de nous. Dans le monde de la recherche, il y a les ATP. On n'est pas du tout corrompu, mais chacun sait que si on n'est pas sur les bonnes filières on a peu de chances de l'avoir. J'emploie un vocabulaire qui est choisi. Ce n'est pas encore stigmatisé. Un jour il y a des gens qui en auront assez et qui vont dire : "Il y en a assez de ces réseaux, regardez comme ils sont corrompus, regardez comme c'est pourri !".

La situation matérielle n'aura pas changé, ce qui aura changé, c'est l'utilisation et la stigmatisation. Ce qui veut dire qu'en fait la "dénonciation" est partie structurelle de la corruption. Elle fait surgir la corruption en même temps qu'elle la nomme. Elle produit un mouvement social pour s'opposer à cela. La question alors c'est que si il n'y a corruption qu'à partir du moment où elle est stigmatisée, il convient de se demander qui dénonce et pourquoi, et dans quels types de rapports . Ça ne surgit pas n'importe quand et n'importe comment.

#### F. ZUCCARELLI

Mais la corruption c'est aussi un certain nombre de délits qui sont définis dans un certain nombre de codes. Ces codes ont défini la corruption active et depuis bien longtemps. La corruption ne surgit pas seulement quand on commence à en parler.

#### B.G.

Mais ma question est de savoir à partir de quand et dans quel jeu social on éprouve le besoin de brandir la "corruption" ?

***Corruption "importée" et corruption "légitimée"***

A. BELBAHRI

Moi, je rejoindrai assez ce qui vient d'être dit en insistant sur la stigmatisation de l'acte en tant que corruption.

J'ajouterai que ce n'est pas par hasard que le plus souvent il y a stigmatisation quand il s'agit d'affaires de corruption en lien avec l'extérieur.

Il y a une corruption qu'on nomme comme ça dans une discussion d'analyse, qui est quotidienne, structurelle dans une société donnée.

Pourquoi est-ce uniquement dans les grosses affaires, les scandales, qu'on parle de corruption ? Là, la dénonciation me paraît concomitante avec l'acte lui-même.

En essayant de réfléchir, on se pose la question : y a-t-il une catégorie ou des groupes sociaux particuliers au niveau du pouvoir, sont plus les victimes de ces scandales dans les affaires de corruption avec l'extérieur ? D'après les quelques affaires dont j'ai eu connaissance à travers les journaux, il s'agit le plus souvent de technocrates, c'est-à-dire de gens qui ont une certaine légitimité dans l'Etat de par leur formation, mais à qui il manque une estime sociale.

Ceux là, ce sont des "victimes" de ce type de scandales, parce que ça ne coûte rien au pouvoir, de façon globale, de faire tomber ces gens là, puisqu'on peut remplacer un expert par un autre.

Tandis que quelqu'un qui a une légitimité sociale assez étendue, il est difficile de le toucher, et ce parce que celui-là pratique une corruption légitimée car elle est intégrée dans le processus global. Ce n'est pas une corruption importée.

***Causes "internes" ou causes "externes" ?***

P.H.

Peut-on opposer ainsi corruption "interne" et corruption "externe" ?

Pour reprendre ce qui se passe en Afrique Noire, que la plupart d'entre nous connaissent, toutes les affaires de corruption qui n'ont pas éclaté ou qui ont fait des petites bulles d'air dans les années 60 ou 70, avant la crise, étaient exactement de même nature que celles qui éclatent maintenant en faisant grand bruit. C'était la même chose : des ministres des travaux publics qui recevaient des "commissions" de

10 % . Cela n'était pas dénoncé. La corruption était extérieure aussi : pourtant elle n'avait aucun impact sur la vie interne du pays.

X

Et puis, il peut être tentant de faire croire que tout le mal est extérieur. Le cas du scandale du pétrole au Nigéria est éclairant en ce domaine. Dans un premier temps, les 6 milliards de détourné sont été imputés au fonctionnement de la Société Nationale du Nigeria : et puis après, on a dit que c'était les "trois compagnies étrangères qui étaient responsables du détournement. Donc, la dénonciation en fait a été déviée sur les multinationales.

Il est maintenant difficile de trouver des informations et c'est intéressant de voir le glissement des responsabilités aux multinationales en fin de compte.

Y.

Au delà de ces problèmes de niveau interne ou externe, ce qui me semble très important dans le phénomène de corruption, c'est la façon dont il est utilisé par les systèmes politiques en





**GROUPE DE RECHERCHE**

**Villes et citadins des Tiers-Mondes**

**(CNRS, ORSTOM, Université Lyon II)**

**Programme "Citadinités"**

**Dossier n° 3**

# **FORMES PARALLELES DE REGULATIONS URBAINES**

**Document provisoire**

**Mai 1987**

**Mise en forme du dossier :**

- A. BATTEGAY**
- A. BELBAHRI**
- C. FERJANI**
- B. GANNE**
- E. LONGUENESSE**

**GLYSI - Département "D" ORSTOM - IRMAC**

**correspondance : GLYSI - Université Lyon II - Avenue P. Mendès France - 69500 BRON**

**Tél. : 78 00 69 83**